

Politique d'asile



Mettre enfin un terme au chaos qui règne dans le domaine de l'asile et en réorienter la politique

Les mouvements migratoires mondiaux s'intensifient toujours plus. En même temps, il y a de moins en moins de démarcation entre la politique d'asile et la politique migratoire, ce qui a pour conséquence que toujours plus de migrants économiques entrent illégalement dans notre pays et y vivent aux frais des contribuables. Cette politique d'asile ratée entraîne une explosion des coûts, une augmentation de la criminalité et de gros problèmes de société. Il est urgent d'agir et c'est pourquoi l'UDC exige une séparation claire entre asile, protection et aide.



Isabelle Favre
Secrétaire

“ La politique d'asile est un échec ; même des locataires suisses doivent quitter de force leurs appartements pour faire de la place aux demandeurs d'asile. La majorité des demandeurs d'asile ne sont pas des réfugiés, mais sont à la recherche de profit, le plus souvent aux frais des contribuables suisses. Ce chaos de l'asile doit enfin cesser ! ”

Les migrants économiques entrent par la voie de l'asile

La Suisse a toujours accueilli les personnes persécutées. La tradition humanitaire de notre pays est plus ancienne que n'importe quelle convention internationale sur les réfugiés ou les droits de l'homme. Mais cette tradition ne signifie pas que nous pouvons être naïfs et garder les portes grandes ouvertes pour tous. Des règles claires sont nécessaires pour déterminer qui peut immigrer dans notre pays et pour quelle raison. L'immigration par la voie de l'asile étant plus aisée que jamais, de plus en plus de migrants économiques arrivent en Suisse par ce biais et abusent de notre générosité humanitaire. Un simple coup d'œil sur les statistiques de l'asile le montre : ce sont des

migrants issus de pays comme l'Afghanistan, la Turquie, l'Érythrée et l'Algérie qui arrivent en tête. Ils entrent illégalement en Suisse avec l'aide de passeurs et tentent d'obtenir un permis de séjour par le biais de l'asile. La plupart du temps, ce sont les contribuables suisses qui doivent ensuite payer les frais de subsistance de ces migrants.

En finir avec le business de l'asile

Toute personne qui dépose une demande d'asile dans notre pays est soutenue par l'État dès le premier jour. Un paquet complet est à disposition : soins médicaux, nourriture, logement et avocats sont totalement gratuits. Le business de l'asile est immédiatement prêt à intervenir : il encadre les migrants et leur montre comment procéder pour retarder le traitement d'une demande d'asile. Des avocats ingénieux, dont les frais sont payés par les contribuables, prolongent inutilement les procédures par des recours dans des cas qui n'ont clairement aucune chance d'aboutir.

Les communes à bout de souffle

Les immigrées de 2015, arrivées sous la politique du « Wir schaffen das » (ndt : « nous gérons cela », référence à la célèbre phrase de l'ex-Chancelière allemande Angela Merkel, s'exprimant sur la gestion de la vague colossale d'immigration ayant eu lieu vers l'Europe et notamment l'Allemagne cette année-là) pèsent de plus en plus sur les budgets des communes. Les premières années, la Confédération a pris en charge les coûts. Après 6 ans, ce sont les communes qui en sont responsables,



avec le regroupement familial qui a suivi (parents, grands-parents, les enfants). Les problèmes sur place augmentent : les écoles ont besoin de plus d'enseignants pour les mesures de pédagogie spécialisée et d'interprètes, les travailleurs sociaux et toute l'industrie de l'encadrement s'essaient à l'intégration, la police et les tribunaux tournent à plein régime. Dans de nombreuses communes, les coûts toujours plus élevés dans le domaine social et scolaire entraînent même des hausses d'impôts.

Application stricte de la loi sur l'asile

En raison de la confusion entre la politique d'asile et la politique migratoire, la loi actuelle sur l'asile n'est souvent ni appliquée ni mise en œuvre, conduisant à des abus toujours plus nombreux. L'application stricte du droit de l'asile en vigueur signifierait que l'entrée illégale de personnes en provenance de pays tiers sûrs serait conséquemment poursuivie, que les demandes d'asile seraient traitées rapidement et que les requérants d'asile déboutés seraient immédiatement expulsés. Cette non-application dans les faits est un échec pour les autorités. Il faut enfin une direction politique claire qui contrôle l'application. Le nombre élevé de migrants illégaux, surtout à la frontière Est de la Suisse et au Tessin, montre que « Schengen » et « Dublin » ne fonctionnent pas ; ces deux accords ne sont que des chimères à l'échelle européenne et n'endiguent pas du tout la migration illégale vers l'Europe. Dans ce contexte, la Suisse doit à nouveau mieux protéger elle-même ses frontières et renvoyer immédiatement les migrants en provenance d'Etats Dublin sûrs.



Aide ne signifie pas accueil

Notre droit d'asile actuel est dépassé et n'est plus adapté aux défis du monde globalisé du XXI^e siècle. Des notions telles que l'aide et l'accueil sont mélangées de la manière la plus désastreuse qui soit. Un véritable changement n'est possible que si ces notions sont dissociées de manière cohérente : Il est possible d'apporter une aide et une protection sans faire venir les personnes concernées dans son propre pays (par exemple via des programmes de réinstallation) ou sans les laisser immigrer par la voie de l'asile. La protection et l'aide dans la région d'origine sont moins chères ; il est donc possible de fournir plus d'aide avec les mêmes moyens. Parallèlement, nous pouvons limiter en Suisse les conflits culturels, la surpopulation étrangère, la perte d'identité et la problématique de l'intégration en général.

Aide et protection plutôt qu'accueil du monde entier

Une promesse globale de protection et d'accueil est impossible à tenir : l'aide et l'accueil ne peuvent et ne doivent pas être mis sur le même plan. Il convient donc désormais de dissocier l'aide et la protection en Suisse et de créer à la place, par une politique d'aide et de protection ciblée, des capacités et des structures adaptées aux mouvements migratoires modernes. Cette nouvelle conception signifie également que le droit d'asile pour les réfugiés de guerre en Europe doit être repensé. L'aide sur place est au centre de ce processus.

Réorientation de l'aide suisse au développement

L'aide suisse au développement doit également être entièrement mise au service de la politique migratoire. Elle doit être

réorientée avec pour objectif principal d'aider les personnes déplacées dans leur région d'origine et de prévenir les mouvements migratoires en général. La collaboration avec d'autres organisations doit être recherchée au cas par cas. En outre, la coopération avec les pays en voie de développement est soumise à différentes conditions, comme leur volonté de réadmission de leurs ressortissants déboutés. La Suisse doit continuer à proposer ses bons offices traditionnels et à promouvoir la paix. Une contribution engagée à la paix peut prévenir les mouvements migratoires, c'est pourquoi la Suisse doit apporter une aide concrète dans le monde entier en cas de crise et contribuer à la résolution pacifique des conflits ainsi qu'aux efforts de paix.



Points de vue

L'UDC ...

- exige la fin de la culture d'accueil de la gauche ;
- exige une refonte de la politique d'asile avec une séparation claire entre asile, aide et protection ;
- exige que toutes les autorités fédérales, cantonales et communales transmettent automatiquement les données relatives aux sans-papiers aux autorités compétentes en matière de migration, afin que les expulsions puissent être appliquées de manière conséquente ;
- veut enfin rétablir le sens et l'esprit de la loi sur l'asile : seules les personnes persécutées pour des raisons politiques dans leur pays d'origine peuvent obtenir l'asile. Les touristes de l'asile, les personnes fuyant la misère et les migrants économiques doivent être renvoyés de manière conséquente afin que les personnes réellement persécutées puissent être aidées.

Pour cela, les mesures concrètes suivantes sont nécessaires :

- pour réduire l'attractivité de la Suisse comme destination de l'asile, les prestations de soutien pour les requérants d'asile doivent être sensiblement limitées ;
- les requérants déboutés ne doivent recevoir que le minimum vital ;
- les requérants d'asile, les « sans-papiers » et les admis provisoires doivent être assurés auprès d'une caisse séparée aux prestations limitées ;
- l'accord de Dublin doit être appliqué à la lettre afin que les personnes issues d'Etats tiers déposent leur demande dans le premier pays d'arrivée ;
- les personnes qui ne peuvent établir leur identité ou qui trompent les autorités quant à leur identité doivent être exclues du processus d'asile ;

- les requérants d'asile se rendant coupables d'infractions pénales doivent être exclus du processus d'asile et expulsés sans délai ;
- l'autorisation d'établissement doit être retirée aux réfugiés qui se rendent dans leur pays d'origine ;
- l'aide sur place doit être priorisée pour les déplacés de guerre ;
- des centres fermés doivent être construits dans des zones de transit afin que les migrants de l'asile ne se trouvent pas sur le sol helvétique ;
- les projets tels que les « city cards » illégales ou autres « documents d'identité » similaires, comme ceux que diverses villes veulent introduire afin de légaliser les clandestins par la petite porte, doivent être empêchés.

+ Avantages

Cela m'apporte :

- ✓ en tant qu'être humain, la garantie que la Suisse, fidèle à sa tradition humanitaire, offre un refuge aux personnes véritablement persécutées en Europe ;
- ✓ en tant que contribuable, plus d'argent dans mon porte-monnaie grâce à la réduction des coûts dans le domaine de l'asile et des dépenses sociales qui y sont liées ;
- ✓ en tant que citoyen, la certitude que notre État ne se laissera pas marcher sur les pieds par les migrants économiques ;
- ✓ plus de sécurité au quotidien, parce que le vagabondage en état d'ébriété et la petite délinquance ne sont plus payants pour les demandeurs d'asile et que la criminalité violente est sévèrement punie ;
- ✓ plus de sécurité, car les étrangers criminels sont systématiquement expulsés ;
- ✓ une Suisse qui reste telle que nous la connaissons et l'aimons.